



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 2024-32-AI MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N° 40-2014-AI DU 27 OCTOBRE 2014 RELATIF À LA MODIFICATION DU PLAN
D'ÉPANDAGE DES BOUES PAPETIÈRES (CALCICEL) DE LA SOCIÉTÉ
PDM INDUSTRIES À QUIMPERLÉ**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement constituée par la colonne "A" de l'annexe à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et plus particulièrement les dispositions relatives à l'épandage fixées à la section IV du chapitre V ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Ellé-Isole-Laiïta approuvé par arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Sud-Cornouaille approuvé par arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Scorff approuvé par arrêté préfectoral du 10 août 2015 ;

VU le septième programme d'actions régional nitrates signé le 24 mai 2024 ;

Vu les arrêtés préfectoraux, notamment les arrêtés :

- d'autorisation EC 24-66-1 du 26 septembre 1966 (dépôt de chlore),
- d'autorisation 9-75-2 du 10 mars 1975 (installation de combustion et dépôts de fuel),
- d'autorisation 11-75-1 du 19 mars 1975 (fabrication et blanchiment de pâte à papier et incinération de liqueurs noires notamment),
- complémentaire 23-96-A du 27 mars 1996 (réactualisation des conditions de fonctionnement de l'établissement),

- d'autorisation 96-2379 du 3 octobre 1996 (nouvelle unité de fabrication et transformation de papier spécial fibres longues),
- complémentaire 38-98-A du 2 mars 1998 (emploi et stockage d'eau de javel et d'eau oxygénée),
- d'autorisation 99-2098 du 1er décembre 1999 (plan d'épandage des boues de traitement des effluents industriels),
- complémentaire 185-00-A du 20 septembre 2000 (actualisation utilisation substances radioactives sous forme de sources scellées),
- complémentaires 512-04-A du 25 octobre 2004 et 35-05 AI du 2 août 2005 (action nationale « réduction des prélèvements industriels d'eau et impacts des rejets en cas de sécheresse »),
- complémentaire 19-09-AI du 17 mars 2009 (études technico-économiques sur substitution du procédé de blanchiment au chlore et sur réduction, pour les eaux résiduaires, des concentrations et flux rejetés dont AOX),
- complémentaire 18-09-AI du 17 mars 2009 (actualisation de la situation administrative et réglementaire de l'établissement),
- complémentaire 61-09-AI du 27 novembre 2009 (action nationale « recherche et réduction des substances dangereuses dans l'eau »),
- complémentaire n° 40-2014-AI du 27 octobre 2014 (mise à jour situation administrative et plan d'épandage, abrogation des prescriptions précédentes),
- complémentaire n°07-17-AI du 24 février 2017 (examen IED et révision des valeurs limites de rejets des effluents industriels) ;
- complémentaire n°2018-08-AI du 27 mars 2018 (antériorité SEVESO 3),
- n°2023-49-AI du 30 novembre 2023 autorisant l'exploitation d'une installation de traitement thermique de déchets de bois non dangereux,

VU la demande du 30 septembre 2022, présentée par la société PDM Industries dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerisole » Route de Combout à Quimperlé, à l'effet d'obtenir l'autorisation de modifier le plan d'épandage des boues cellulosiques dénommées CALCICEL ;

VU le dossier joint à la demande susvisée (référence PAC/E09194/7A59/2022/35) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2024;

VU le projet d'arrêté porté le 19 novembre 2024 par courrier recommandé avec accusé-réception à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à étendre et mettre à jour le plan d'épandage ;

CONSIDÉRANT que le projet n'entraîne pas:

- de nouvelle rubrique ICPE et/ou IOTA faisant changer l'installation de régime réglementaire ;
- d'extension de capacité d'une rubrique déjà autorisée,
- d'assujettissement aux directives IED et SEVESO (l'établissement relève déjà des directives IED et SEVESO),
- d'inconvénients ou de dangers supplémentaires significatif pour l'environnement et/ou les personnes ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne constituent pas une modification qui aurait pu faire l'objet d'un cas par cas ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne sus-visée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation au sens de l'article R.181-46-I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification nécessite des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 40/20147 AI du 27 octobre 2014 conformément aux dispositions des articles R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

A R R Ê T E

Article 1

Les dispositions du chapitre 8.6 de l'arrêté préfectoral n° 57-08AI du 27 octobre 2014 relatives à l'épandage des boues issues du traitement des eaux industrielles de l'activité papetière sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.6.1. Épandages autorisés

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de l'ensemble des boues issues de son activité papetière, sur les parcelles dont la liste, par exploitation agricole, figure au dossier d'actualisation du périmètre d'épandage susvisé.

Les parcelles concernées représentent 3 913 hectares répartis entre 36 exploitations. 3 160 hectares sont reconnus aptes à l'épandage dans les limites permettant l'équilibre de la fertilisation.

Les parcelles concernées sont situées sur les communes de :

Département du Finistère : ARZANO, GUILLIGOMARC'H, LE TRÉVOUX, LOCUNOLÉ, MELLAC, MOËLAN SUR MER, QUERRIEN, QUIMPERLÉ, RÉDENÉ, RIEC-SUR-BÉLON et TRÉMÉVEN.

Département du Morbihan : GUIDEL, MESLAN, PLOEMEUR, PLOUAY et PONT-SCORFF.

Les terrains de classe 1 représentent une superficie de 1 177 ha où l'épandage n'est autorisé qu'en période de déficit hydrique.

Les terrains de classe 2 représentent une superficie de 1 983 ha où l'épandage est possible toute l'année.

Article 8.6.2. Règles générales

Article 8.6.2.1. Références réglementaires

L'épandage des boues papetières sur ou dans les sols agricoles doit respecter les dispositions définies par :

- la section IV du chapitre V de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,*
- l'arrêté préfectoral en cours de validité relatif au programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.*

Article 8.6.2.2. Modification/extension

Toute modification ou extension du périmètre d'épandage doit faire l'objet, au préalable, d'un dossier établi conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Article 8.6.2.3. Filières alternatives

En cas de surplus momentané et exceptionnel de déchets et/ou d'effluents ou en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les filières alternatives d'élimination ou de valorisation identifiées dans le dossier susvisé.

Article 8.6.2.4. Origine des déchets à épandre

Les déchets à épandre sont constitués exclusivement de boues papetières provenant de l'épuration des eaux résiduelles industrielles de l'établissement.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Article 8.6.3. Caractéristiques de l'épandage

Les flux fertilisants maximum épandus annuellement sont les suivants :

- boues : 6 500 tonnes à 42% de siccité (soit environ 2 730 t Matières Sèches /an)
- Azote (N) : 46,2 tonnes
- Phosphore (P_2O_5) : 20,8 tonnes

Elles ne doivent pas dépasser, compte tenu des autres apports fertilisants et toutes origines confondues, les quantités maximales suivantes :

- 350 kg/ha/an d'N global sur prairies naturelles ou prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production,
- 200 kg/ha/an d'N global sur les autres cultures (sauf légumineuses).

Article 8.6.4. Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ;
- toutes les précautions sont prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

Article 8.6.5. Modalités d'épandage

Les déchets solides ou pâteux non stabilisés sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation.

Article 8.6.6. Bilan d'épandage et programme prévisionnel

L'exploitant établit, selon les modalités définies section IV du chapitre V de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé :

- un bilan d'épandage,
- un programme prévisionnel d'épandage, élaboré en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ces documents permettent la justification du respect de l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage, aux contraintes résultant des études préalables, aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apport de fertilisants.

Ils sont transmis tous les par l'exploitant au préfet avant le 31 mars. »

Article 2 - Publicité:

Conformément aux de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale (Hôtel de Bizien, 3, Contour de la Motte, CS44416, 35044 Rennes Cedex) ou par l'application Télérécourse Citoyens accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr> :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement)".

Article 4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de la société PDM INDUSTRIES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **11 DEC. 2024**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

Destinataires :

- Mairie de Quimperlé
- Mairie de Tréméven
- M. le chef de l'UD 29 de la DREAL,
- M. le directeur de la société PDM Industries